

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2015 – 14^e Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

TABLE RONDE 1

Les jeunes acteurs des médias

Intervenants :

Sonia DECHAMPS, journaliste à la Zone d'expression prioritaire (ZEP)

Marie PICOCHÉ, présidente de Jets d'encre

Sabah RAHMANI, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen

Samba GUEYE, Reporter citoyen

Mathieu EWONDO, Reporter citoyen

Animateur :

Pablo AIQUEL, journaliste indépendant

En raison d'une mauvaise qualité d'enregistrement les échanges n'ont pu être intégralement captés. Merci de nous excuser pour ces nombreuses coupures représentées par (...).

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Nous sommes avec Sonia Déchamp de la ZEP, Marie Picoche de Jets d'encre, Sabah Rahmani de Reporter citoyen, Samba Gueye et Mathieu Ewondo aussi de Reporter citoyen. Je vous propose de faire une présentation de chacun, de leur poser une ou deux questions et ensuite de passer à la salle. On n'est pas très nombreux. Ça va être sur ce qui vous intéresse le plus. Sonia peux-tu nous présenter la ZEP ?

Sonia Déchamps, journaliste à la Zone d'expression prioritaire (ZEP) : La ZEP est la Zone d'expression prioritaire pour avoir un média qui s'exprime sans sujet tabou. On s'intéresse vraiment à l'expérience. Il ne s'agit pas d'avoir des éditos ou des avis très généraux sur une situation. Il faut que tout le monde puisse raconter des expériences personnelles. Au début on a beaucoup travaillé avec l'AFEV et son réseau de bénévoles. De plus en plus, on essaie de développer des collaborations avec les missions locales pour avoir une diversité de contributeurs. On n'est pas dans une approche journalistique. On insiste sur le ressenti à la première personne. L'angle de l'article de presse doit être rattaché à l'expérience personnelle. Ça peut être des réactions à l'actualité. Ça peut être des sujets très personnels. On a des articles sur le suicide, comme on a eu une réaction d'une jeune fille qui a voulu raconter son action de bénévolat et son regard sur la jeunesse française. Il y a des textes qu'on nous envoie spontanément, des actions qu'on met en place avec des associations, des missions locales avec l'idée d'offrir un panorama de ce que vit la jeunesse en France en 2015 en essayant de le représenter dans sa diversité. Pour l'instant, on touche plus les villes que les jeunes des campagnes. Le fond de la Zone d'expression prioritaire est d'avoir un panorama le plus large possible de la jeunesse en France. La Zone d'expression prioritaire a commencé en 2012. François Hollande avait dit qu'une de ses priorités serait la jeunesse. Il y a eu la création d'une plate-forme pour que les jeunes puissent lui dire leurs attentes. Il y a eu un engouement. Edouard Zambeaux et Emmanuel Vaillant ont souhaité continuer l'aventure et d'être présents à tout moment. C'est comme ça qu'est née la Zone d'expression prioritaire. On est basé dans les locaux de l'AFEV à Paris. On espère avoir des locaux bien à nous pour mieux accueillir ceux qui s'intéressent à nous. C'est en région parisienne principalement. Mais la

semaine prochaine, je vais à Lille, puis à Bordeaux. Comme les déplacements coûtent cher, à Lille j'ai rencontré une association intéressée pour organiser des ateliers avec nous et j'en ai profité pour contacter la mission locale pour voir ce qu'il était possible de mettre en place avec la garantie jeune. A plus long terme, la volonté est que je me déplace à Paris et en région parisienne et que les relais des journalistes, rémunérés, dans les régions animent ces ateliers plutôt que nous ayons à faire sept heures de train pour 1h30 sur place.

Marie Picoche, présidente de Jets d'encre : Je suis Marie Picoche. Je suis présidente de Jets d'encre. C'est l'association nationale de défense et de promotion de la presse jeune. Cette association est dirigée par des jeunes de 16 à 25 ans. Un jeune entre 12 et 25 ans qui a envie de s'exprimer dans un journal en ligne ou papier sans pour autant vouloir devenir journaliste professionnel va se saisir de ce droit d'expression. C'est surtout centré sur les collèves et les lycées. Mais il y a aussi des journaux de fac (...), des journées qui ne dépendent d'aucune structure scolaire. Ça peut être les centres sociaux, des journaux indépendants. Il s'agit aussi de former les jeunes sur leurs droits, mais aussi sur la façon de faire un journal. Les formations sont faites par des pairs. Il y a une partie de défense des droits des jeunes. Les publications lycéennes, des jeunes en général, sont plutôt méconnues, parfois ouvertement bafouées. On a le rôle de rappeler que c'est dans la loi. Les mineurs peuvent avoir des choses intéressantes à dire. On peut être mineur et directeur de publication. Jets d'encre organise des événements comme l'évènement phare Expresso. Il s'agit de rassembler dans un village de la région parisienne 300 journalistes jeunes et de leur donner 15 heures pour produire un journal.

(...)

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Reporter citoyen, depuis quand existez-vous ? Combien êtes-vous ?

Sabah Rahmani, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen : Reporter citoyen existe depuis 2009. Notre structure est portée par l'association « La télé libre » créée par le journaliste John Paul Lepers et l'école des métiers de l'information qui est un centre de formation professionnelle pour les médias. Reporter citoyen propose depuis six ans une formation gratuite destinée à des jeunes entre 18 et 30 ans qui habitent dans les quartiers populaires d'Ile-de-France. La première promotion a travaillé avec les jeunes de Stains, Boulogne, Créteil. La deuxième promotion a travaillé avec Grigny, L'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, Viry-Châtillon, Créteil. La troisième promotion commencera en janvier. Notre objectif est à la fois médiatique et dans la participation citoyenne. On est parti d'un constat sociologique professionnel que 78% des journalistes sont issus des classes populaires supérieures et moyennes. Le deuxième constat est qu'entre les quartiers populaires et les médias, il y a un fossé de défiance qui est réciproque à cause de pas mal de bavures. On a envie de recréer les ponts et de proposer une formation gratuite en trois ans à temps partiel à ces jeunes qu'ils soient étudiants, dans le monde du travail, ou en recherche d'emploi, garçons, filles. On va ouvrir les portes à ceux qui veulent devenir journalistes ou travailler dans la communication. On n'est pas diplômant parce que notre projet est associatif. On les forme au journalisme multimédia, vidéo, écriture, un peu radio et photo. Et on leur donne des outils d'expression citoyenne. On considère que, grâce aux outils journalistiques qui permettent de naviguer dans tous les milieux sociaux, dans tous les territoires, de rencontrer, on permet aux jeunes d'aller vers les autres, de découvrir d'autres milieux sociaux. On est venu plusieurs fois à Vichy. On a participé à des événements. On a fait un échange avec des blogueurs tunisiens, des jeunes qu'on a fait venir ensuite ici. On a terminé la promotion par un webdoc en Guyane. Des extraits seront diffusés ce soir. Grâce à la pratique journalistique, des jeunes vont pouvoir expérimenter leur expression citoyenne et la rencontre avec d'autres jeunes, d'autres territoires, d'autres cultures. Certains vont s'orienter vers des études de journalisme. D'autres vont créer des associations comme Samba qui a créé une radio associative dans son quartier. On est tous des professionnels pour les former, les accompagner, leur ouvrir les portes de nos réseaux. On a un blog. On leur fait faire des reportages. C'est axé sur la pratique et la journalistique citoyenne.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : En ce moment, le forum journalisme société a lieu à Vichy. Ce soir au cinéma l'Elysée Palace en centre-ville, il y aura une projection. C'est la quatrième soirée de projection des rencontres francophones de réalisateurs. Il y a un concours, un prix. Philippe Rostand, président du jury, présente un film sur la Guyane. Il y a aussi le film des reporters citoyens qui sont allés en Guyane. Il y a une exposition au pôle universitaire Albert-Londres. Vous êtes tous invités à y aller. C'est gratuit.

Samba Gueye, Reporter citoyen : Mon expérience de reporter citoyen est vaste. C'est avant tout une grande aventure humaine. C'est rencontrer des personnes de Créteil, de Saint-Denis, de L'Île-Saint-Denis, de Viry-Châtillon. On avait une vision très éloignée des médias étant donné qu'on vient de quartiers populaires. On voit l'image qu'ils ont de nous. C'est ce qu'on voyait avant. Quand ils venaient chez moi, ce n'était pas pour raconter quelque chose de joli. Reporter citoyen nous a donné l'opportunité de raconter ce qu'on voulait, par nous-mêmes avec un esprit et des pratiques de journalistes. On nous a donné tous les outils pour l'écrit, la vidéo, la radio pour pouvoir diffuser notre information qui n'est pas forcément contradictoire avec l'information diffusée, mais qui est faite autrement, par d'autres personnes. Pendant deux ans, Reporter citoyen nous a appris à diffuser l'information.

Mathieu Ewondo, Reporter citoyen: Reporter citoyen m'a apporté énormément de richesse. On a pu rencontrer beaucoup de personnes importantes ou inconnues. On a pu interviewer des ministres, des personnes bien placées dans les politiques de la ville, les politiques sociales qui nous concernent tous. On a pu poser des questions rarement posées dans les médias traditionnels à la ministre de l'Éducation nationale. Ça apporté une différence avec ce qui existe. Ça nous a permis aussi de découvrir un monde qui est très proche de nous. En Ile-de-France, il y a tous les médias, mais qui sont finalement assez éloignés de nous. C'était très intéressant et très enrichissant. Au moment des attentats du mois de janvier, une journaliste a fait un article sur Grigny, la ville de Samba. Elle disait en gros que la théorie du complot était dans la tête de tout le monde. L'article était biaisé parce qu'elle n'a interviewé que des jeunes qui n'avaient pas une assez grande maturité. Donc on a fait une tribune qui a été relayée sur le site du Monde. Ça a déclenché une vague d'indignation de la part de beaucoup de personnes. On va vous montrer un reportage que Canal + a fait de nous. C'est passé le 20 janvier.

(Diffusion du reportage)

Mathieu Ewondo, Reporter citoyen : J'espère que ce reportage vous a plu. A la suite de ça, on a été sollicité par bon nombre de médias papier ou radio. On a pu donner notre vision du journalisme. Notre promotion est allée en Guyane où on a fait un Webdoc qu'on va mettre en ligne très prochainement. On va diffuser deux des vidéos ce soir. On a ainsi pu rencontrer beaucoup de personnes qui vivent les mêmes réalités que nous. En effet, la Guyane est un département d'outre-mer, mais français quand même, ce que beaucoup oublient. (...)

On a un cours de trois heures par semaine, le jeudi soir. On a commencé par voir l'histoire du journalisme, la déontologie. Ensuite, on a vu la technique de l'écrit pour qu'un article soit intéressant pour les lecteurs. On a fait beaucoup de stages radio, photo, vidéo de deux jours à une semaine. C'était à La Télé libre, le média de John Paul Lepers. Notre promotion a commencé en janvier 2013. On en est à la fin.

(...)

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Sabah, quelques détails concrets sur votre formation, ses intervenants ?

Sabah Rahmani, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen : Les intervenants sont tous journalistes, chacun avec sa spécialité. Comme c'est porté par l'école des métiers de l'information et La Télé libre, on se répartit la formation des jeunes : Web et écrit pour l'école des métiers de l'information et vidéo, radio pour La Télé libre. On est tous à temps partiel. On est une petite structure. On les accompagne techniquement. Après la formation, il y a un accompagnement pour ceux qui veulent avoir des tuyaux, des stages, des piges. On a une convention depuis deux ans avec certains médias comme Alternatives économiques, L'Humanité, Le Parisien.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Samba, avant de passer aux questions de la salle, dis-nous ce que cette formation à Reporter citoyen a changé pour toi, notamment dans ta relation avec ta ville ou avec les médias.

Samba Gueye, Reporter citoyen : En ce qui concerne ma ville, on a créé il y a deux ans une web radio qui s'appelle Block'out radio. On est spécialisé dans la musique et la culture. Reporter citoyen m'a apporté une structure pour faire mon émission de radio comme la préparation d'une interview, la

recherche d'informations sur la personne que je vais interviewer, pour la programmation, la prise de son. Reporter citoyen m'a aussi apporté la compréhension du mécanisme des médias. On ne savait pas comment les journalistes télé, par exemple, allaient chercher les informations. Je ne connaissais pas l'existence de la conférence de rédaction tous les matins. On connaît la difficulté du travail de journaliste. Contrairement à ce qu'on pouvait penser, les journalistes n'attendent pas que l'information vienne à eux. Avant je lisais « 20 minutes ». Maintenant, je suis passé à des médias alternatifs plus poussés. Je lis beaucoup Médiapart parce que c'est fait par des reporters d'investigation. L'investigation est très intéressante dans ce métier. C'est du journalisme poussé. Je lis aussi des médias qui fouillent où personne ne va fouiller. Je vais très souvent sur le blog de Michel Collon parce qu'il va chercher des informations qui ne sortiront pas dans les médias ordinaires. J'aime beaucoup dans mes recherches journalistiques aller chercher ce qu'on ne nous dira pas.

Sonia Reiss-Guinot, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, chef du service jeunesse : J'ai des questions pour Reporter citoyen. Comment se passe le recrutement des jeunes ? Y a-t-il une sélection ? Ça m'intéresse parce qu'il serait bien que vous tentiez l'expérience en province. Quel statut ont ces jeunes pendant cette formation ?

Sabah Rahmani, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen : Pour le recrutement, on est en contact avec les collectivités locales, notamment les services jeunesse des mairies qui accueillent des reporters citoyens. On a une part de subvention, mais en même temps on a une convention pour garder notre liberté éditoriale. On précise toujours qu'on n'est pas le service communication de la ville. On est en contact avec les missions locales, les associations, les travailleurs sociaux de terrain. On est dans la phase de recrutement, de contact avec les collectivités, avec les travailleurs de terrain pour identifier les jeunes qui pourraient être intéressés. Le profil du recrutement est varié. Les jeunes, entre 18 et 30 ans, sont étudiants, travaillent ou recherchent un emploi. En trois ans, ça peut évoluer. Certains reprennent des études, d'autres trouvent un travail. C'est une tranche d'âge carrefour. On est une association et nous ne pouvons pas délivrer de diplômes. On donne une attestation et on leur ouvre des portes. Quand on a identifié les personnes intéressées avec l'aide des travailleurs locaux, on demande une lettre de motivation, un CV. On les reçoit avec John Paul Lepers. On leur fait passer un petit test d'actualité et on voit leur motivation. Pour nous, c'est la motivation qui compte le plus. On dit qu'il faut un niveau bac. Mais on n'est pas borné. Dans la deuxième promotion, il y avait quelqu'un qui avait un CAP. On l'a choisi parce qu'il était autodidacte en photo et vidéo. Il s'est très bien débrouillé. Pour l'écriture, on demande un minimum. On ne fait pas de réinsertion professionnelle. On ne prend pas des jeunes en grand échec scolaire sauf s'ils sont autodidactes. On fait du cas par cas. On a une trentaine de jeunes avec un profil varié qui s'entendent très bien entre eux. Ils ne sont pas rémunérés. La formation est gratuite pour eux. Elle s'ajoute à leurs activités quotidiennes. C'est un cours du soir. On intervient le week-end pour les reportages.

Mathieu Ewondo ou Samba Gueye: Je suis chef d'entreprise. J'ai monté une boîte de transport avec mon père. Ça n'a rien à voir avec le journalisme. Je travaille à côté. On a des statuts divers.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Enguerrand de Broca qui avait un CAP a réalisé un film sur l'expulsion d'un squat d'artistes à Paris qui a été projeté hier soir.

Sabine Dubessay, mission locale de Moulins : J'ai une question pour l'association ZEP. Vous avez dit que vous souhaitiez intervenir davantage auprès des jeunes du rural. Quels sont vos moyens ? Est-ce que ce sera pour des actions ponctuelles ou continues ?

Sonia Déchamps : (...)

Sabine Dubessay, mission locale de Moulins : J'ai une question pour tous. Comment transmettez-vous l'information ? Avez-vous des interventions sur la façon d'aider les jeunes à lire l'information, la comprendre ? Permettre aux jeunes de s'exprimer, d'écrire, c'est très bien. Quels sont les médias fiables ? comment lit-on un article ? Quelles sont les actions menées aujourd'hui pour des jeunes qui ne savent comment lire au sens large ?

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : J'interviens dans la licence professionnelle de journalisme de proximité à Vichy. Je vois des gens qui viennent de plein de territoires ruraux de France. Ils viennent

de petites villes, de villes moyennes. Ils ne viennent pas des métropoles. Ils ont de grosses lacunes. Je les fais lire énormément pour qu'ils se rendent compte que, pour comprendre un média dit de référence, il faut avoir une importante base de culture générale au préalable. Marie a parlé du CLEMI qui organise la semaine de la presse à l'école. Je suis au bureau du club de la presse Auvergne. Ce club est en lien avec le CLEMI, Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information. Le CLEMI récolte toutes les demandes de collèges et de lycées, de BEP, de DUT qu'il envoie au club de la presse. Le club de la presse choisit ceux qui peuvent participer. Il y a deux ans, je suis intervenu auprès de jeunes en bac pro de banque une après-midi. On a parlé de la façon de lire et des médias qu'on devait lire. C'est une amorce pour poursuivre un autre travail en classe.

Sabah Rahmani, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen : C'est une question très pertinente. En effet, le décryptage des médias est, pour nous, la base. Pour lutter contre les préjugés réciproques, il faut les décrypter et les déconstruire. On part, dans nos séances hebdomadaires, d'articles. Dans un premier temps, on fait sortir les opinions, les préjugés. Ensuite, on restructure le débat en étudiant la façon dont un article est construit. On cherche sa source. On se demande comment l'information est vérifiée. On fait la différence entre idée, opinion, fait, information pour distinguer entre l'idéologie et l'information. C'est le danger. Avec internet, on ne sait pas faire le tri dans cette jungle entre une information alternative, une information officielle, une information orientée, idéologique qui va jusqu'au complot. Ce travail demande du temps, un minimum de connaissances de base. Quand on a découvert l'article du Figaro qui fait partie de la presse officielle de référence, certains se sentaient directement atteints parce qu'il s'agissait de leur ville. On a leur demandé de se calmer et de reprendre les bases vues depuis deux ans et demie dans la méthode journalistique, dans la rigueur. Comment l'article est-il construit ? Qui est interviewé ? Comment ? Quoi ? Pourquoi ? Les sources de base. Quand ils ont décrypté ces outils de base journalistique, ils peuvent avoir la ressource pour répondre, pour ne plus être dans l'émotion, dans l'idéologie. Ils ont ainsi pu écrire leur tribune. Si on n'a pas ce travail de clarification de base pour distinguer, pour faire le tri dans ce fouillis, il est difficile de répondre.

Sabine Dubessay, mission locale de Moulins : (...) Ces jeunes ont envie d'apprendre ce métier, de communiquer, de s'exprimer. Mais, c'était dans l'autre sens, par rapport à vos lecteurs.

Un intervenant de Reporter citoyen : Un journaliste vient une fois par mois dans la classe de mon petit frère. C'est une initiative de la ministre de l'Education nationale après les attentats de janvier. Ce journaliste leur apprend à décrypter.

Autre intervenant de Reporter citoyen : Le problème est bien en amont. Dans toute ma scolarité à l'école primaire, on m'a donné deux livres. Pour lire un article, il faut avoir l'amour de la lecture qui ne nous est pas toujours donné à l'école. C'est pourtant un des lieux qui est censé nous donner cet amour-là. Il y a cinq ans, je n'aurais pas lu un article de deux pages parce que c'est long et souvent complexe. Il faudrait commencer par donner l'amour de la lecture pour que, par la suite, une personne puisse lire un long article du début à la fin sans décrocher. Pour moi, le problème est là.

Un participant dans la salle : Votre public va de 12 à 25 ans. Je voudrais parler plutôt de collégiens de 12 à 14 ans qui sont principalement dans un environnement familial. Travaillez-vous avec les familles ? Il y a une influence de la famille, une éducation. Y a-t-il un travail d'approche du jeune avec son environnement social et familial ?

(...)

Sabine Dubessay, mission locale de Moulins : Un exemple pour illustrer avec le numérique. Le fossé du numérique par l'outil est moins important que celui qui se creuse par l'usage. Tous les jeunes ont un portable, mais la fracture par les usages est réelle. C'est pour ça qu'il y a une fracture avec les parents. On fait de plus en plus de la médiation numérique. Ma question portait aussi sur cet aspect

(...)

Matthieu Coquelou, Fédération nationale des MJC en Poitou-Charentes : En premier lieu, je voudrais réagir à l'approche de la lecture des médias par les jeunes. Notre entrée n'est pas avec

l'Education nationale, mais dans d'autres façons de fonctionner. On essaye de développer des approches différentes avec des outils novateurs comme la table Mashup. C'est une table interactive qui permet de retravailler un sujet médiatique, un morceau de film ou autre, de le déconstruire et de le reconstruire autrement. Avec cette table interactive, on peut changer les images, les sons. A partir d'un sujet, on peut en faire plusieurs. Ces entrées se développent puisque la demande se fait après les événements. On a aussi la problématique de l'accompagnement des professionnels. Avant de toucher les jeunes, les enfants ou les familles, il faut toucher les professionnels. Comment travaillez-vous en amont avec les professionnels pour ensuite travailler avec les publics ? Ma deuxième question concerne les médias alternatifs et citoyens. Il y a les web radios, les web télé, la presse écrite. C'est un flux de médias citoyens divers. J'ai du mal à m'y repérer. Avez-vous connaissance au plan national de choses qui rassembleraient tout ça pour donner de la lisibilité à cette parole ?

(...)

Mathieu Ewondo, Reporter citoyen : Il existe latelelibre.fr qui est un média libre et participatif. Il donne la parole à ceux qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer dans les grands médias. La résonance de ce média est nationale même si dans les médias web il y a peu de résonance parce qu'il y en a beaucoup et qu'il n'y a pas de publicité sur son existence.

Samba Gueye, Reporter citoyen : On a construit un média web. Mais on est spécialisé dans la musique, on ne fait pas d'information. Pour l'information, des salons et des forums existent. Les professionnels et les amateurs s'y rencontrent. C'est le cas en Ile-de-France. Je ne sais pas comment ça se passe dans les autres régions. Les professionnels reconnus et certifiés, comme les amateurs reconnus et certifiés sont connus dans le milieu des médias web, au moins dans notre région.

(...)

Matthieu Coquelou, Fédération nationale des MJC en Poitou-Charentes : Ma question portait sur les liens entre les médias et les différents groupes qui ne se connaissent pas même dans un petit territoire. On se demande ce qu'on peut faire. Y a-t-il une réelle importance de le faire ? Ou l'important est-il que chaque territoire ou chaque structure développe des choses qui enrichissent les personnes et celles qui vont s'y investir ? Y aurait-il une importance autre si les gens se mettaient en lien pour donner de la résonance à ce qu'ils font ?

(...)

Sabah Rahmani, journaliste et coordinatrice de Reporter citoyen : Le réseau, la mise en lien commence à se faire au niveau associatif dans ce qui concerne la culture de transition. Ça ne se fait pas encore beaucoup dans les médias. A Médiapart, il y a le journalisme d'investigation, mais il y a aussi un blog de Médiapart qui permet à différents acteurs sociaux spécialisés sur des questions de s'exprimer sur l'actualité ou un fait de société. Je vous invite à regarder cette rubrique du blog de Médiapart. Vous avez des gens qui ne sont pas journalistes, qui sont des gens de terrain et qui ont un regard concret, pragmatique, réel.

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : Je suis venue assister à cette table ronde parce que nous venons de valider la création d'un magazine jeunesse. J'espérais avoir des réponses. Au fur et à mesure de la table ronde, ça devient de plus en plus compliqué. Vous répondez aux questions que je me pose et en même temps vous en créez d'autres. Je suis un peu en difficulté. J'accompagne le projet politique. Nous avons une nouvelle vice-présente, qui doit être cousine de Samba parce qu'elle s'appelle Marie Gueye.

(...)

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : C'est marrant. C'est la première chose que j'ai vue. Elle est très déterminée pour montrer et démontrer que les jeunes font beaucoup de choses et qu'il faut valoriser et soutenir leur expression. Elle veut donner une légitimité et une vraie valeur à l'expression des jeunes. On s'est demandé comment. Dans les différentes entrées jeunesse, c'est souvent l'entrée insertion. Elle veut

simplement l'entrée jeune. Ce magazine jeunesse aurait une ligne éditoriale et elle serait le pilote. Elle serait le comité d'éthique en quelque sorte pour qu'il n'y ait pas de censure et qu'il ait vraiment la valeur de l'expression de ces jeunes. Mais son objectif est très ambitieux. C'est qu'il soit lu par tout le monde. L'idée est de montrer qu'il y a une jeunesse dans notre département et qu'elle y fait des choses bien, qu'elle n'est pas une problématique mais une ressource. On est vraiment dans les politiques jeunesse. Il s'agit de se servir d'un média conçu par les jeunes qui iraient dans les collèges, les lycées, dans les quartiers, où ils veulent. C'est très compliqué de savoir comment s'y prendre. Les principaux obstacles sont le cadre de notre institution et ceux qui la dirigent. C'est pour ça que c'est elle qui va diriger ce comité. On voudrait faire parler les jeunes sur tout ce dont ils ont envie de parler. J'ai bien aimé ce que vous avez dit, Sonia. C'est requérir leur expression. Ça pourrait avoir une fonction de consultation sur ce qu'ils pensent de certains sujets. Tout reste à faire. Je cherche des conseils auprès de tout le monde.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Qui sont ces jeunes ? Combien sont-ils ?

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : On a des réseaux qui fonctionnent bien dans le Finistère. Nos coordonnateurs jeunesse structurent les politiques sur le territoire. Ils connaissent tous les animateurs. Avec les fédérations d'éducation populaire, les réseaux sont assez fantastiques chez nous au bout de la terre. On aurait une masse de jeunes. On n'a pas complètement créé la ligne éditoriale. On pense être assisté par des professionnels. Ces professionnels sont bien installés dans les médias. Ne serait-ce pas plutôt Reporter citoyen, des associations comme les vôtres ? Je ne sais pas. Notre journal « Penn Ar Bed » est lu par l'ensemble des Finistériens. On voudrait légitimer ce qui est écrit par ces jeunes-là dans un journal, voire aller plus loin avec des médias.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : C'est votre journal départemental. Madame Gueye est une élue ?

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : Elle est vice-présidente jeunesse et devait être là.

Samba Gueye, Reporter citoyen : J'ai une question à vous poser. Votre journal serait-il écrit uniquement ou aurait-il une partie numérique ? Vous feriez de la vidéo. Mathieu et moi ne travaillons pas à l'écrit. On préfère la vidéo parce que c'est un média qui est plus facile d'accès. On peut faire parler les images et faire un récit. Je trouve qu'il est plus facile de dire que d'écrire. Il y a des associations qui font des documentaires vidéo avec des aspects sociaux et qui peuvent leur donner une forme journalistique. Ces jeunes peuvent être moteurs pour des projets comme celui-ci. Passer par des associations pourrait être plus simple pour aller chercher les populations que de passer par un appel d'offres.

(...)

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : C'est notre souhait. Marie Gueye va être là pour garantir la valeur de l'expression des jeunes. C'est le cadre institutionnel qui est très difficile. Quand on écrit dans une institution telle que la nôtre, c'est vu, revu par le cabinet. C'est validé par le président. Marie Gueye a fait valider que ce serait elle qui garantirait une vraie valeur de l'expression. Si un jeune a envie de dire telle ou telle chose, elle sera dite, sauf des propos qui ne conduiraient pas à la citoyenneté. L'objectif, à terme, est que ce soit 100% jeunesse. Ma question qui reste en fond est de savoir s'il y a compatibilité entre ce type de média et une institution telle que la nôtre. C'est mon travail de les aider dans ces réponses pour que ce soit pérenne.

Samba Gueye, Reporter citoyen : Madame Gueye va être la directrice de publication. Ne va-t-elle pas censurer certaines choses ? Il peut y avoir des sujets régionaux problématiques qui ne plairont pas au Département ou à la Région.

Véronique Froté, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère sur les politiques territoriales : C'est là tout l'art d'écrire un projet politique pour dire ce qu'on veut. Jets

d'encre, j'ai lu ce que vous avez écrit. C'est ce qui m'a décidée à venir à cette table ronde parce vous avez cette capacité, ce libre arbitre. Il faut qu'on fasse cette expérience et qu'on occupe le terrain dans ce domaine.

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Je vais vous parler de notre expérience, ici, au Conseil Départemental de l'Allier. C'est assez proche. Il faut réfléchir avec un journaliste sur le contenu, la forme, la ligne éditoriale etc. Il faut savoir quel public on veut toucher, l'ampleur, le tirage. Ça a beaucoup d'implications sur le contenu. Il y a eu une première expérience avec Jets d'encre. Ensuite, ils ont repris la main en local. Je travaille avec Sandrine Rochas, pigiste. On fait des ateliers pour trouver des idées. Ici, ça a été très simple. Il y a un conseil départemental de 40 jeunes. Il y a plusieurs commissions dont une commission communication qui est devenue la communication du journal « ID'Ado 03 ». Les jeunes sont les rédacteurs. Ce n'est pas tous les jeunes du département. Ce n'est pas possible. On a dix rédacteurs qui sont dans différents collèges. En tant que journaliste, je sais sur qui je peux compter pour écrire. Je sais qu'ils vont écrire pour d'autres collégiens parce que le département s'occupe des collèges. On cadre pour le média, pour ceux qui écrivent. Ça m'est utile en tant que journaliste pour savoir à qui on s'adresse. Au début, la thématique que j'avais en tête était les médias locaux. Si elle avait été choisie, je leur aurais trouvé des contacts pour qu'ils aillent les interviewer. Les jeunes m'ont dit qu'ils voulaient parler des attentats de Charlie hebdo et de la liberté d'expression. Je ne m'y attendais pas du tout. On a libéré la parole. Ils voulaient une carte sur la liberté d'expression avec plein de couleurs et de pays. Je leur ai dit que c'était celle de Reporters sans frontières. À celui qui voulait en parler, j'ai donné le contact du secrétaire général de Reporters sans frontières qui est originaire de l'Allier pour qu'il l'interviewe. Donc, il y a une double page avec l'interview du secrétaire général de Reporters sans frontières. Je peux faire ça. Mais il y a l'œil du cabinet. Ça pose un problème déontologique. J'accepte de construire un journal avec les jeunes. Après le cabinet valide ou pas la publication qui sera distribuée dans les collèges. S'il met un œil sur ce qu'on va construire, c'est mort. Je ne peux pas travailler avec des allers-retours sur les sujets qu'on traite. Il faut qu'on nous laisse travailler avec les jeunes sur deux ou trois grandes lignes et que le cabinet regarde tout à la fin. Mais il ne faut pas d'interventions au milieu. Le directeur de la publication est le vice-président jeunesse. Mais il ne vient pas aux conférences de rédaction. Il ne suit pas notre travail en cours. Il se trouve, cette fois-ci, qu'il a été interviewé parce qu'on rencontrait les nouveaux conseillers départementaux élus. La fois d'avant, ce n'était pas le cas. On a traité les élections départementales, l'élection par binôme homme-femme paritaire. Ils n'étaient pas au courant de ça. Je leur ai parlé du fonctionnement des élections. Et ils ont souhaité parler des femmes en politique. Ils ont voulu interviewer des femmes. Je leur ai dit qu'il fallait interviewer une femme de gauche et une femme de droite. Comme je connais le terrain, c'était ce que leur apportais. Mais je n'accepterai pas que les élus viennent me dire quel élu choisir. Je suis indépendant. Ça fait 10 ans que je suis ici. Tous les élus me connaissent. Il y a une reconnaissance de mon travail et de mon professionnalisme. Le département était à gauche, maintenant il est à droite et ça n'a rien changé pour moi. J'ai même travaillé pour le cabinet de l'ancien président. Mais je travaille avec le nouveau département sans problème.

Simon Berger de l'ANACEJ : Je travaille pour l'ANACEJ, l'association nationale des conseils d'enfants et de jeunes. L'association Jets d'encre en partenariat avec l'ANACEJ va rééditer son guide « Journaux de quartiers et de jeunes ». Il répond à toutes ces questions. C'est un outil pour les accompagnateurs et pour les jeunes qui veulent créer un média. On y interviewe François Petit. Le guide va sortir en fin d'année.

(...)

Pablo Aiquel, journaliste indépendant : Il faut y aller progressivement. Il n'est pas nécessaire que les jeunes s'adressent tout de suite à toute la population. On commence par s'adresser aux collégiens. Si le projet continue, dans deux ou trois ans, on aura des sorties dans d'autres médias. Pourquoi pas un article dans « Reflets d'Allier » qui est le magazine départemental une fois de temps en temps ? Plus tard, si ça grandit, il y aura des anciens.